

Le budget—M. Evans

Ma dernière question porte sur un point bien précis.

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Le député n'est pas sans savoir que d'autres députés ont demandé la parole. Je lui demanderais d'attendre un prochain tour pour poser ses autres questions.

M. Deans: Une dernière question. Étant donné que le principal problème qui préoccupe à l'heure actuelle la majorité des Canadiens est la menace du chômage ou le chômage lui-même, et que ce budget contribuera à accroître—à stabiliser du moins—le nombre des chômeurs puisqu'il y est prévu qu'il y aura moins d'emplois d'ici à 1986, comment au nom du ciel ce budget arrivera-t-il, ne serait-ce qu'un peu, à résoudre les problèmes d'emploi, de productivité excessive et de stimulants insuffisants pour les consommateurs canadiens?

M. Evans: Monsieur le Président, ces trois questions et les énoncés qui précèdent témoignent d'une incompréhension telle que tenter d'y répondre constitue presque un défi. Il y a excès de productivité, monsieur le Président. Une grande partie est superflue et ne constitue pas vraiment de la productivité au sens international du terme. Il s'ensuit qu'une partie de cette productivité ne sera jamais reprise, mais sera remplacée par des types nouveaux, innovateurs et créateurs de productivité.

M. Deans: Le chômage permanent, n'est-ce pas?

M. Evans: C'est pourquoi nous instituons des stimulants à l'investissement, pour encourager l'industrie à adopter ce type novateur de productivité qui va nous rendre compétitifs sur les marchés internationaux et nous permettre de créer des emplois.

Quant à dire qu'il y aura de moins en moins d'emplois d'ici à 1986 le député devrait lire l'exposé budgétaire; il y apprendra que, selon les prévisions, il y aura 600,000 emplois de plus en 1984 qu'il n'y en a eu en 1982. Les chiffres que cite le député lui sont bien caractéristiques de même qu'au NPD; ils ne s'appuient sur rien. Des emplois seront créés, monsieur le Président, par suite de l'investissement dans des usines et de l'équipement nouveaux et efficaces, dans la recherche et le développement et des nouvelles techniques.

Si nous ne sommes pas compétitifs au plan international, alors autant retourner au temps des cavernes, ce qui est exactement ce que souhaiteraient les députés néo-démocrates. Nous pourrions tous nous mettre à creuser la terre avec nos pioches, y semer chacun notre rang de maïs, et moudre ensuite notre grain à la main. De cette façon, nous serions employés à plein temps à faire quelque chose d'à peine utile. Notre pays a trop de potentiel pour que nous nous laissions prendre à ce genre de baratin de la part du NPD.

M. Blenkarn: Il y a un an, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) courait le pays en disant à quel point le budget du 12 novembre 1981 était extraordinaire. Il nous dit maintenant comme ce budget-ci est extraordinaire. Il se rappellera que les taux de croissance prévus dans le budget de 1981 étaient de l'ordre de 2 à 2½ p. 100 pour les années 80. Les prévisions actuelles, alors même que nous sommes en pleine dépression, dont de 4.4 p. 100, 5 p. 100, et ainsi de suite. D'après le député, ce n'est même pas assez optimiste. Où se trouve dans le budget la mesure qui donnera à notre pays une croissance

réelle de 4 ou 5 p. 100 dans les années 80? Sur quoi se fonde son optimisme?

M. Evans: Monsieur le Président, il est intéressant de voir le député s'accrocher à la formule adoptée par les conservateurs dans le présent débat. Ils remontent deux ans en arrière, ils prennent le budget de l'époque et nous disent: «Voyez ce qui s'est passé alors! Regardez les chiffres d'alors!» Je sais que le député est du même avis que moi car je le connais bien. Nous siégeons tous les deux au comité des finances, du commerce et des questions économiques; je l'ai entendu parler de ces questions, et nous en avons discuté tous les deux. Les stimulants à l'investissement sont là, monsieur le Président. Les investissements c'est la croissance, des emplois nouveaux, une industrie compétitive à l'échelle mondiale, des profits plus élevés pour l'industrie, des salaires plus élevés pour les travailleurs. Voilà d'où la croissance va venir. Si le député siégeait de notre côté, il pourrait nous donner honnêtement son opinion sur le budget, et il dirait à peu près ce que je dis aujourd'hui. C'est un fichu bon budget, pour lequel le ministre mérite des félicitations.

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt mon ami d'Ottawa-Centre (M. Evans) et je n'arrive pas bien à croire certaines choses qu'il dit. Je veux lui poser une question, car à ce qu'il semble il a l'impression de connaître l'économie canadienne. Je l'inciterai donc à aller avec certains de ses collègues voir un peu ce qui se passe dans les autres coins du Canada au cours des semaines qui viennent et écouter ce que les gens pensent du budget. Hier soir, j'ai reçu un appel téléphonique d'un mineur qui a été licencié il y a 14 mois, donc qui touche le bien-être social depuis deux mois. Pour toutes sortes de raisons son ancien employeur ne trouve pas avantageux de participer au programme relais ou au programme de soudure de l'article 38 de la loi sur l'assurance-chômage. Le type en question a constaté que suivant les manchettes des journaux, le budget est favorable aux entreprises. «Moi, dit-il, je ne suis pas dans les affaires, je suis sidérurgiste. Est-ce qu'il y a quelque chose dans le budget qui va me donner l'espoir de pouvoir conserver ma maison au cours des semaines qui viennent?» Y a-t-il quelque chose qui lui donne de l'espoir d'avoir un emploi? Je répète au député qu'il est sans travail depuis 14 mois.

M. Evans: Absolument, monsieur le Président. Car le problème évoqué par le député, c'est celui justement que le budget a pour but de régler. S'il n'est pas rentable pour cette entreprise de continuer à employer des gens, elle ne le fera pas. Pour que cela soit rentable, il lui faut des investissements nouveaux, il faut qu'elle soit compétitive à l'échelle mondiale. Il faudrait cesser de nous adresser des reproches, en disant: «Ce qui est bon pour les entreprises est mauvais pour les travailleurs; ce qui est bon pour les travailleurs est mauvais pour les entreprises.» Ce qu'il faut chercher, c'est ce qui est bon pour le Canada. Et ce qui est bon pour le Canada, c'est ce qui va nous donner la croissance, parce que les bienfaits de la croissance sont partagés entre le capital et le travail. Cessons nos accusations. Il est temps de nous mettre d'accord, de reconnaître que ce qui va améliorer le sort de l'industrie va améliorer le sort des travailleurs. Voilà comment on crée des emplois. Voilà comment les salaires peuvent augmenter.